

## 6 Société et Culture

Front social/ Grève à la Chambre de commerce  
Le service minimum

AJT

Libreville/Gabon

Le personnel de cette institution en a décidé ainsi après les mesures d'allègement prises par leurs responsables. Ils exigent, toutefois, la résolution complète de leurs revendications.

SUITE au mouvement d'humeur lancé, depuis mercredi, les personnels de la Chambre de commerce et d'Industrie de Libreville ont tenu, hier, un point de presse au cours duquel ils ont salué la promptitude de leurs responsables, qui ont pris des mesures urgentes pour la décrispation de ce climat délétère qui prévaut.

Au titre de ces mesures, « l'institution d'une dotation exceptionnelle pour couvrir, dans l'immédiat, les salaires. » Devant cette



Photo : Anita Jordanah Tsoumba

Des banderoles accrochées à l'entrée de la Chambre de commerce et de l'industrie du Gabon.

marque de considération, les employés ont décidé d'assurer le service minimum, a confié Eric Raynard-Ndama, directeur appui aux entreprises et stratégie.

En effet, confrontés, depuis quelques temps, à des tracasseries de plusieurs ordres, dues, entre autres, à la baisse de plus de 80% de la

subvention de fonctionnement de leur institution, les personnels de la Chambre de commerce sont montés au créneau pour fustiger leurs conditions de travail. L'interpellation ainsi faite à leurs responsables porte sur « trois mois d'impayés de salaires et des factures d'électricité, du téléphone et d'internet. » Sans omettre le



Photo : Anita Jordanah Tsoumba

Les agents ont adressé leurs remerciements aux autorités pour la prise en compte rapide de leurs revendications.

« non-paiement des cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et des dettes auprès des fournisseurs, le ralentissement, voire l'arrêt des principales activités de la Chambre de commerce devant concourir à l'amélioration du climat des affaires et à l'accompagnement et la promotion des PME/PMI gabonaises.

Notamment la bourse de la sous-traitance, le centre de gestion agréé, le CAMC-Ga (Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation du Gabon)», a expliqué le porte-parole des agents en colère.

Mais la liste des revendications n'est pas exhaustive. Puisqu'il y a aussi « la dotation exceptionnelle, la liqui-

dation du plan social des anciens agents et la continuité du soutien des autorités par la mobilisation des fonds pour le démarrage effectif des projets lancés en début d'année, à savoir le centre de gestion agréé, le CAMC et la BSTPG (don de la Bad d'un montant de plus de 60 millions de francs)», qui font partie des exigences des agents.

Institution publique œuvrant pour la promotion des investissements privés, la Chambre de commerce de Libreville traverse une mauvaise passe, malgré l'organisation de plusieurs sessions d'échanges avec des investisseurs privés étrangers et la tenue du premier salon international du commerce qui auraient pu, pourtant, faire découvrir la loi Agoa African growth and opportunities act) aux promoteurs locaux.

Santé/ Opérationnalisation du département sanitaire  
Pour le développement de la médecine de proximité

Photo : R.H.A

Le Dr Ngomo Jean-Juste, directeur général adjoint de la Santé, assiste à l'atelier de formation.



Photo : R.H.A

Une vue partielle des participants au séminaire de formation.

de leur tâche respective. Au Gabon, on le sait, la pyramide de soins de santé prévoit qu'à la base, les personnes malades se rapprochent des dispensaires et autres centres de santé pour bénéficier des premiers soins. Il faut donc construire davantage des structures sanitaires et les ravitailler en médicaments, pour espérer voir un plus grand nombre de personnes accéder aux premiers soins, avant de se tourner vers les Centres hospitaliers universitaires (CHU), mieux pourvus en logistiques.

Selon le Dr Jean-Juste Ngomo, directeur général adjoint de la Santé, « les CHU fonctionnent comme des dispensaires, étant donné que les structures de santé de proximité ne sont pas efficaces. Les CHU sont censés prendre en charge les cas de maladies compliqués devant aboutir à la recherche. Or, cela n'est pas le cas pour les structures de santé de proximité qui reçoivent les cas les moins bénins,

comme des patients atteints de fièvre, des blessures, etc. »

Cet atelier de formation a donc pour objectif de renforcer la médecine de proximité, donner des moyens aux dispensaires et autres centres de santé, afin de soulager les populations en leur offrant des soins de santé de qualité. Mais pour cela, a poursuivi le Dr Ngomo, « il faut des ressources humaines, des plateaux techniques, des organes de gestion (comité de développement, comité de santé). Ce séminaire devrait également aider le personnel de la santé, précisément les directeurs de la santé, les médecins-chefs des départements sanitaires à établir des plans opérationnels départementaux. Qui leur permettraient de mieux rendre compte des différents problèmes que rencontrent les structures de santé de proximité et voir comment on peut y remédier. C'est donc en cela que se résume l'opérationnalisation des départements

sanitaire. »

L'OMS et le ministère de la Santé ont un objectif commun, celui de « veiller

au bien-être des populations. » C'est la raison pour laquelle le Dr Inoua Abou-bacar, en charge du sys-

tème de santé à l'OMS, pense qu'il faut développer la médecine de proximité.

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

Pour consolider les services de santé de proximité, les chefs de départements et les directeurs régionaux de la santé prennent part à un atelier de formation, ouvert depuis le début de la semaine.

LE ministère de la Santé, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tiennent, depuis le début de cette semaine, un atelier de formation sur l'opérationnalisation du département sanitaire. Sont concernés par cette rencontre qui se déroule au siège de l'OMS essentiellement les chefs des départements sanitaires et les médecins-chefs départementaux venus des quatre coins du pays. Depuis mardi dernier, date d'ouverture des travaux, ils échangent avec les responsables sur les différentes problématiques auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice

www.ecig-gabon.com

**ECIG**

ecig.gabon@gmail.com

**OFFRE SPECIALE**  
**DU 15 OCTOBRE 2015**  
**AU 31 DECEMBRE 2015**

ou  
**-25%**  
de Remise pour  
autres quantités

**3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT**

De 13' à 22'

PEUS DU GROUPE  
**Continental**

ZI OLOUMI entrée BERNABE ouvert du lundi au samedi:  
Nos points de vente (+241) 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 07 72 20 00 / 02 45 35 45  
OKALA à côté du BALLON D'OR ouvert 7/7 jrs: (+241) 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photo non contractuelle